

Prud'homales 97 : le FN en embuscade

1997 sera l'année des élections prud'homales. Environ 15 millions de salariés seront appelés, la fin de cette année, le 10 décembre prochain, à élire leurs représentants aux conseils de prud'hommes. L'ensemble des organisations s'y prépare...le Front national aussi. Nul doute qu'il sera tenté, à cette occasion, à l'instar de ce qu'il a fait lors des élections de représentants de locataires des HLM et des élections professionnelles dans l'Education nationale, de présenter des listes ou d'infiltrer des militants dans des listes syndicales. La plus grande vigilance est donc nécessaire d'autant que le mode de scrutin est favorable à ces manoeuvres. Il est probable qu'il sera également présent dans le collège employeurs avec ses listes issues de « Entreprises modernes et liberté », une contradiction flagrante de « ceux qui disent défendre les travailleurs français », en soutenant licenciés et licenciés, en mêlant patrons et salariés. Que l'ensemble du champ syndical démocratique et progressiste soit capable d'offrir à cette menace un front uni et dynamique sera donc notre premier voeu pour cette nouvelle année 1997.

Le Fn à la porte de la raffinerie Shell.

Jusqu'à présent les seuls distributeurs de tracts à la sortie de la raffinerie Shell de Petite-Couronne, près de Rouen, étaient les militants de gauche. Dorénavant, il faudra compter avec le Fn. Fait sans précédent, celui-ci a distribué un tract mardi 3 décembre à la sortie du travail. Dénonçant les restructurations en cours dans l'industrie du pétrole, le tract titrait : « Travailleurs de Shell, 54 salariés vont être licenciés, victimes du mondialisme que seul le Front national combat ». L'information sur les licenciements n'est pas un scoop. Les organisations syndicales ont déjà appelé à des mobilisations contre ces suppressions d'emploi. Ce qui est nouveau, c'est qu'à ce jour, les tracts du Fn circulaient plutôt sous le manteau ou étaient déposés clandestinement. Il s'agit bien pour eux de s'affirmer comme étant le premier parti ouvrier de France. De surcroît, les militants fascistes ont poursuivi leur distribution, en franchissant sans être inquiétés le poste de garde,

de refuser une diffusion de plus si celle-ci est « susceptible de troubler l'ordre public ». Le Fn a porté plainte et réclame un million de francs de dommages et intérêts.

Erratum : Dans le dernier numéro d'ISA, rendant compte de la réunion syndicale antifasciste de Rouen, nous avons annoncé la présence d'un militant CGT de Renault Douai. Il s'agissait en réalité d'un militant CGT de Renault Sandouville. De plus la proposition de former un collectif syndical antifasciste unitaire a été faite par le représentant de la FSU et non par le collectif Ras l'front qui appui, bien entendu, cette proposition.

« Danger - Front national » en pétition à Caen.

Signée par les secrétaires généraux des Unions départementales de la CGT, de la FEN de la FSU et de l'Union régionale CFDT de Normandie, une pétition « Appel de syndicalistes et de salariés » circule dans le département du Calvados. Les soussignés déclarent s'opposer « à l'implantation du Front national en faus-syndicats pour servir un parti politique d'extrême-droite qui développe des idées racistes et xénophobes dangereuses pour l'unité des salariés, le syndicalisme et la démocratie ».

Coup de grisou pour National-Hebdo

Dans la région de Roubaix, où le Fn compte un électorat de près de 25%, National-Hebdo se vend à 200 exemplaires. Pour remédier à ce déficit de lectorat une opération publicitaire d'envoi de 60.000 exemplaires de l'hebdomadaire fasciste, avec à la une « l'Enfer du Nord », avait été programmée un peu avant les fêtes de Noël et un contrat de diffusion est signée avec l'administration de la Poste. C'était sans compter avec la vigilance des employés des postes qui découvrant le pli nauséabond ont refusé de le distribuer. La direction de la poste devant une telle levée de boucliers antifascistes, et la mobilisation des organisations syndicales CFDT, CGT et SUD, a décidé de suspendre la diffusion et s'appuie sur l'article 7-4 du contrat signé où elle se réserve le droit

FN-Santé ?

Le Fn appelle ses militants à faire pression sur leurs médecins pour que ceux-ci adhèrent à Force nationale Santé. De son côté National hebdo a interviewé le docteur Joëlle Melin, présidente de la Coordination syndicale des professionnels de santé.

Echec à FN-Pénitentiaire

Le 17 décembre 1996, le tribunal de grande instance de Montpellier rendait son jugement. Nous en publions un extrait : « dit que le défenseur nommé « Syndicat professionnel Front national Pénitentiaire » ou « Syndicat professionnel FNP » n'a pas un objet conforme aux dispositions de l'article L.411.1 du code du travail...Lui fait interdiction de se prévaloir, en toutes circonstances et par tous moyens et par tout moyen d'expression, de la qualité de syndicat professionnel... ». Ce jugement a été précédé de plusieurs mobilisations syndicales. Le 17 novembre un premier appel devant le palais de justice rassemblait une centaine de personnes. Quelques semaines plus tard, le 14 décembre un autre rassemblement réunissait à l'appel d'un collectif unitaire, devant la mairie de Fabreges, ville où les statuts du syndicat avaient été déposés, 400 personnes. La mobilisation des organisations syndicales, CFDT, CGT, FSU et SUD, a permis ce succès. Cette défaite du Front devant les tribunaux est un premier coup d'arrêt. Dans ces conditions, la création d'une « Force nationale Pénitentiaire », qui est contestée, par la CGT et la CFDT devant les tribunaux de Toulon (jugement 23 janvier prochain) lui sera difficile.

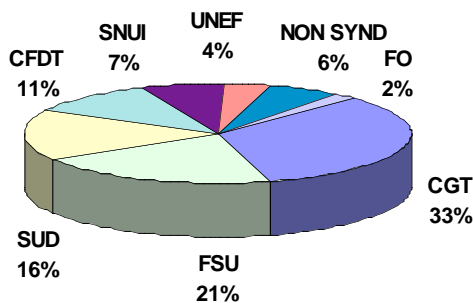
FN-Transports lyonnais en difficulté.

Le 17 décembre, journée noire pour le Fn devant les tribunaux (voir plus haut), le tribunal de Lyon a annulé le jugement qui reconnaissait la qualité de délégués « syndicaux » à des membres de FN-TL. Cette procédure d'appel avait été engagée par la CGT et de la CFDT. Cette annulation est notamment motivée par la dépendance de FN-TL vis à vis du Front.

Appel « Tous ensemble contre le racisme et le fascisme ».

Au 15 décembre 1996, 1.600 signatures ont été recueillies. Nous avons également reçu des signatures de structures syndicales, nous en publions ici quelques unes : CGT, Montpellier, FSU Hérault, SGEN CFDT, Montpellier, SNUDDI, Montpellier, SNUI, Montpellier, SNUipp FSU Hérault, SPASET, Montpellier, SUD PTT Languedoc Roussillon, Montpellier, UD CFDT, Montpellier, CGT Santé, Nancy, CNT, Nancy, FSU, Nancy, SNES FSU, Nancy, SNESUP FSU, Nancy, SUD PTT, Nancy, UNEF, Nancy, UNEF-ID Nancy, I, Nancy, CFDT SNTU, Annecy, SNUASEN (Syndicat National Unitaire des Assistants Sociaux de l'EN) FSU, Paris SNUI (National), Paris, SUD PTT (National), Paris, SGEN CFDT, Paris 20ème, SNUipp FSU, Paris 20ème, CFDT Banques, CFDT Finances, FTP CNT AIT, Amiens, UD CGT, Poitiers, Fédération Santé et Action Sociale CGT, Montreuil.

Origine syndicale des 1.600 signataires



Motion Sud-Ptt contre Front national

Lors de son congrès des 2-6 décembre dernier, SUD-PTT a adopté une motion « Combattre le Front national » qui appelle « à prendre des initiatives à chaque intervention du Fn dans les services des PTT (...) la pire des choses serait de banaliser une apparition du Front national au PTT » et « au travail en lien avec d'autres forces syndicales (...) mais aussi avec des associations comme Ras l'front ».

REVUE DE PRESSE

« 4 pages spécial contre le Front national » de **Pour Info**, journal de la FSU. Dénonciation de la préférence nationale et

coup de loupe sur la région PACA avec des témoignages d'enseignants rythment utilement cet outil syndical. Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, souligne en conclusion de son éditorial que l'action de la FSU contre « l'extrême-droite n'est donc pas un appendice ou un supplément à notre activité syndicale en général ». Ce 4 pages, qui fait également le point sur les incursions « syndicales » du Fn, se présente comme une base préparatoire de la Semaine d'Education contre le racisme du mois de mars prochain. « **La Famille et l'école** » (12/12/96) publiée par la FCPE dénonce « Le Front national : un danger pour l'école publique ». Une déclaration signée par Georges Dupont-Laffite, président de l'association de parents d'élèves, en appelle à la « plus grande vigilance » des parents contre « une idéologie en rupture avec l'héritage de la philosophie des Lumières, de la Révolution française et de la République ». Nouvelle déclaration de la commission exécutive de la CGT dans **Le Peuple** (7/11/96) contre la création de « syndicats »-Fn qui déclare solennellement qu'il y a « menace et danger pour les libertés, le syndicalisme et la démocratie » et appelle à la mobilisation des salariés le 19 novembre à Montpellier lors du procès contre Fn-pénitentiaire à l'initiative de la CGT et de la CFDT et du ministère de la Justice. Le bulletin de la FSU Hauts de Seine, **FSU 92**, a publié dans son numéro de décembre un article - fort documenté - d'analyse sur le discours du Fn sur l'école et le programme du MEN. « Pas d'erreur, pas de compromissions, pas de laxisme ou de fausse tolérance, nous avons en face de nous des individus qui nous sont viscéralement hostiles avec lesquels nous ne partageons rien en tant que citoyens, parents, éducateurs et syndicalistes » conclut l'article. Portrait d'un syndicaliste toulonnais antifasciste dans l'hebdo de la CFDT, **Syndicalisme hebdo** (19/12/96). Secrétaire adjoint des arsenaux, Luc Scappini anime l'association Turbulences qui développe par exemple un groupe de soutien scolaire et un atelier de musique dans des cités défavorisées. « Nous savons qu'à l'arsenal, environ deux salariés sur quatre ont voté le Chevallier. Certains sont sans doute syndiqués. Là nous avons un vrai déficit d'information et d'argumentation » confie ce syndicaliste à l'hebdomadaire cédétiste, qui, face à ce constat, participe activement à l'élaboration de stage de formation contre les thèses du Front.

Rencontres avec des organisations syndicales enseignantes.

Au lendemain des élections professionnelles dans l'Education nationale, Ras l'front a rencontré diverses organisations syndicales enseignantes. Les échanges de vues avec la **FSU**, le **SGEN-CFDT**, le **SNES** et le **SE-FEN** nous ont permis de constater que l'offensive du Front national dans ce secteur est pris très au sérieux

par l'ensemble de ces organisations. Différentes initiatives ont déjà été prises et d'autres sont en cours pour alerter les adhérents syndicaux et plus généralement les personnels de l'Education nationale sur les dangers que représente le Fn. Chacune des organisations a exprimé la nécessité d'élaborer une réponse au discours d'exclusion que le Fn tente de propager dans les cours d'écoles. Toutes enfin nous ont dit leur intérêt pour participer à la rencontre syndicale contre le fascisme que nous organiserons le 1er mars prochain.

Rencontre avec la FNTE-CGT (travailleurs de l'Etat)

Après une présentation de notre mouvement, le débat a porté sur la spécificité de l'intervention du Fn dans le domaine de la défense. Pour cette fédération, il s'agit d'un axe stratégique du Fn. Au terme de cette rencontre, il a été convenu d'un échange systématique d'informations. En outre les représentants de la FNTE se sont déclarés intéressés par notre projet de rencontre de syndicalistes contre le fascisme.

Les méthodes de nervis du FN-Pénitentiaire.

A la prison de St Roch (Var), le responsable CGT a constaté, le 9 décembre dernier, l'effraction d'un placard dans le local syndical. Face à cette agression, le secrétaire-adjoint du syndicat CGT de la prison a déclaré : « De tels comportements disqualifient ceux qui prétendent faire du syndicalisme et donner des leçons ». Le quotidien La Marseillaise a rapporté ce grave incident : « Le placard de la CGT forcé, vidé et saccagé par les pseudo-syndicalistes de Force-Nationale Pénitentiaire »....

Informations Syndicales Antifascistes (I.S.A.) est édité par la commission syndicale de Ras l'front :

Ras l'front
commission syndicale
BP 87 75561 Paris cedex 12
Tel : 01 42 43 22 00
Fax : 01 42 43 23 63
impimé par nos soins